

ULUSLARARASI SOSYAL ARAŞTIRMALAR DERGİSİ THE JOURNAL OF INTERNATIONAL SOCIAL RESEARCH

Cilt: 12 Sayı: 66 Ekim 2019

www.sosyalarastirmalar.com

Issn: 1307-9581



Volume: 12 Issue: 66 October 2019

www.sosyalarastirmalar.com

Issn: 1307-9581

Doi Number: <http://dx.doi.org/10.17719/jisr.2019.3610>

PARTICIPATION DES FEMMES AUX ORGANISATIONS PAYSANNES ET DEMOBILISATION SOCIALE EN MILIEU RURAL IVOIRIEN

PARTICIPATION OF WOMEN IN FARMERS ORGANIZATIONS AND SOCIAL DEMOBILIZATION IN RURAL IVORY COAST

Mahier Jules-Michel BAH*
Jean Louis NIAMKE**
Koffi Siril KOUAME**

Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser les facteurs liés à la faible implication des femmes aux activités de leur association. Il aborde et clarifie les notions d'implication des femmes dans les organisations paysannes à travers une approche sociologique et met en évidence la logique de la déstructuration de ces groupements. L'étude s'appuie sur des données d'observation des dynamiques d'organisation paysanne dans le village du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) de Divo depuis 2014. Les données collectées portent sur une enquête réalisée auprès de 25 acteurs. Sur la base des résultats obtenus, il a pu être établi que la démobilisation des acteurs est liée au contexte de création de la coopérative qui a favorisé des crises qui se sont transformées en conflits d'intérêts et en conflits relationnels. La démobilisation des acteurs s'explique aussi par la crise post-électorale de 2010 en Côte d'Ivoire qui a fragilisé ce mouvement associatif féminin.

Mots-clés : Participation, Association Féminine, démobilisation Sociale, Conflit, Crise Post-électorale.

Abstract

The aim of this article is to analyze the factors related to the low involvement of women in the activities of their association. It addresses and clarifies the notions of women's involvement in farmers' organizations through a sociological approach and highlights the logic of the destructuring of these groups. The study is based on observational data on farm organization dynamics in the village of the National Center for Agricultural Research (CNRA) of Divo since 2014. The data collected concerns a survey of 25 stakeholders. On the basis of the results obtained, it has been established that the demobilization of actors is linked to the context of creation of the cooperative that has favored crises that have turned into conflicts of interest and relational conflicts. The demobilization of the actors can also be explained by the post-election crisis of 2010 in Côte d'Ivoire, which weakened this women's association movement.

Keywords: Participation, Women's Association, social demobilization, Conflict, Post-election Crisis.

Introduction

Le développement rural en Afrique a imposé au monde paysan des structures dont le fonctionnement n'a pas toujours été compatible avec le mode d'existence et de production des populations concernées (Mercoiret, 2006). La plupart de ces organisations sont principalement représentées par des coopératives de production, de commercialisation et les institutions d'épargne et de crédits. Elles ont été

* Maître-assistant de Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

** Maître-assistant de Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

*** Doctorant en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)



prises en place dans le but de réorganiser le milieu rural mais au lieu du modèle traditionnel d'organisation, elles ont été conçues selon un modèle capitaliste. Cette manière de concevoir les organisations selon l'approche capitaliste a des répercussions sur le fonctionnement et la réussite de ces structures du milieu rural (Achancho, 2012). L'intérêt de la promotion des groupements perçus comme une option stratégique tend à une certaine vision idéologique en Afrique. Ceux-ci paraissent encore largement marqués par la primauté du groupe sur l'individu. Les coopératives, structures importées font l'objet d'une partielle maîtrise en matière de gestion et de fonctionnement. Cela constitue par conséquent un objet de faillite pour ces organisations paysannes en raison de ces contraintes (Mercoiret, *op.cit.*).

Toutefois, au début de la décennie 1980, l'économie ivoirienne est frappée par la crise mondiale. Cette période, marquée par la détérioration des termes de l'échange, la chute des prix des principales cultures industrielles et d'exportation atteint une baisse de près 40% entre 1979 et 1986 (Jacob, 1994). Par la suite, des mesures de restrictions budgétaires, de privatisation des entreprises publiques, de réduction des salaires dans le secteur public et privé et de réduction des dépenses de l'Etat ont été initiées. Ces nouveaux principes de redressement économique consacrent la disparition progressive de l'Etat providence à l'instauration d'une économie libérale. L'Etat ivoirien met fin dans ce contexte de restriction aux interventions orientées en faveur du milieu urbain et rural notamment les grands programmes territoriaux (AVB, ARSO), les grands programmes sucriers du Nord (Borotoukoro, Ferké 1 et 2), les fêtes d'indépendances tournantes de 1960 à 1980. Le pilotage des actions « par le haut » et la crise socio-économique généralisée ont eu pour conséquence un discrédit des Etats centraux. Cette crise aux manifestations multiples va conduire à une prise de conscience sur la nécessité de promouvoir de nouvelles politiques de développement, qui font la participation des populations locales une priorité (Ela, 1994). La Côte d'Ivoire oriente ses actions de développement à partir d'un système qui prend en compte les populations elles-mêmes. L'idée de ce type de développement est d'amener la grande masse de la population rurale à participer activement au processus de son développement économique par le biais d'organisations paysannes. En d'autres termes, « il s'agit d'inciter les gens à prendre en main leur destinée, de rendre les collectivités locales davantage responsables de leur développement, de rendre les pouvoirs publics plus attentifs aux desiderata de la population » (Banque Mondiale, 1989). La dimension participative, comme mobilisation des acteurs du développement est désormais un aspect indissociable de tout processus de développement local.

Pour prendre part au développement de leur localité et de leur bien-être social et économique, l'association féminine agricole dénommée « *Espoir* » est créée en 2006 par les femmes du village du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) de Divo. Cette organisation est un cadre de regroupement des femmes, autochtones et allochtones du village ayant une volonté de contribuer au développement dudit village. Au sein de ce mouvement coopératif, ces femmes ont pour objectif d'assurer leur indépendance socio-économique. Les enquêtes exploratoires effectuées au sein cette coopérative nous ont permis d'enregistrer un dysfonctionnement d'ordre structurel, économique, social et même politique participant ainsi à l'éclatement de cette organisation féminine. En effet, les cotisations qui servent à faire fonctionner les activités de cette association ont cessé d'être versées. Les réunions collectives des femmes sont désormais banalisées et reléguées au second plan. Surtout avec la crise issue des élections présidentielles de 2010 en Côte d'Ivoire, la coopérative « *Espoir* », cadre de retrouvaille, de solidarité, de cohésion, et d'affirmation de la gente féminine rurale est devenue plus que fragile. Désormais, chaque femme développe ses activités de façon individuelle en dehors de l'association. Ce constat de relâchement des activités de cette association traduit à la fois une certaine démotivation, un désintéressement et une faible implication des membres vis-à-vis de leur coopérative. Dans ce contexte, l'association féminine « *Espoir* » est parvenue à un émiettement faisant l'objet presque d'abandon.

Plusieurs études ont apporté un éclaircissement sur la question de la faible implication des femmes au sein des associations du monde rural. Selon ces études, la démotivation de ces femmes organisées en groupement résulte de difficultés d'ordre politique, économique et social qui étouffent les initiatives de ces dernières. En effet, pour Bonneval (1992) les pays africains surtout ceux du sahel se désengagent du monde rural le plus souvent sans toutefois donner les moyens aux associations de prendre en charge les problèmes qu'eux-mêmes réglaient auparavant entre autre le problème d'approvisionnement en intrants, en semences, en matériels agricoles, le problème de crédit et d'organisation des marchés. Bien avant lui, Nagel (1987) a présenté certaines limites plus de celles qui ont été énumérées par Bonneval. La promotion du développement de la femme en milieu rural au sein des mouvements coopératifs n'est pas aisée du fait que l'organisation de ces groupements d'intérêts tarde à prendre un caractère syndical. Pour cet auteur, l'insuffisance de nouvelles techniques et l'appesantissement du travail de la femme sans l'aide de petites



technologies domestiques constituent également des barrières liées à la faible implication des femmes aux mouvements associatifs. Goual (2001) explique à son tour la faible implication des femmes aux organisations paysannes par le volet économique et social. En effet, pour lui, l'épineux problème de l'accès au crédit demeure car les banques sont méfiantes et les conditions d'octroi de crédits sont difficiles. Par conséquent le dynamisme des femmes se trouve dès lors limité par les moyens financiers. En outre, les femmes étant ballotées entre participer aux activités de promotion et leur foyer, elles n'ont pas le temps nécessaire de prendre part aux réunions de leurs associations. Pour Goual donc, la femme du milieu rural étant accaparée par les travaux sur les parcelles familiales a très peu de temps de consacrer aux travaux dans les champs communautaires ou l'investissement est faible. D'autres travaux de Goual (2010) ont relevés l'insuffisance de temps des femmes au sein de leurs groupements coopératifs. Il énonce le facteur temps du fait que les femmes passent environ 20 heures à travailler : cuisine, ménage, enfants, prennent soin des plus âgés. Avec un emploi du temps chargé, comment peuvent-elles s'impliquer dans une organisation paysanne ? Enfin, les organisations ou les associations féminines souffrent d'un manque d'information car elles n'ont pas les moyens de se payer des voyages d'échange avec d'autres mouvements coopératifs.

En somme, même si la revue littéraire donne quelques orientations sur les facteurs qui impliquent la faible mobilisation des femmes au sein des groupements coopératifs, nous estimons pour notre part qu'elles demeurent inépuisées. En plus du caractère généralisant (à un niveau macro) que ces différentes études ont abordé, elles s'inscrivent dans des espaces géographiques différents de la présente étude. Et de surcroît, le fait social étant toujours dynamique, nous osons croire que le mouvement associatif connaît un certain dynamisme auquel il faille trouver de nouveaux canons d'explication. Une étude ayant par conséquent pour objet d'identifier les facteurs de démotivation au sein des groupements d'entraide semblent donc logique.

Ainsi, le présent article qui a pour objectif principal d'analyser les facteurs liés à la faible implication des femmes aux activités de la coopérative « *Espoir* » vise de manière spécifique à décrire les conditions de la création de la coopérative « *Espoir* » et les perceptions que ses membres ont de cette organisation féminine et d'expliquer les fondements de la faible participation des membres aux activités socio-économiques de l'association.

1. Méthodologie

Cette partie traite de l'échantillonnage et des techniques de collecte des données.

1.1 Participants

La zone géographique qui a servi de cadre à cette étude est le village du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) situé dans la commune de Divo. Le village du CNRA est situé à dix-sept (17) kilomètres de la ville de Divo. Le choix porté sur ce village se justifie premièrement par le fait que cette étude se consacre à saisir les réalités du monde rural. Deuxièmement, le choix porté sur cette localité réside dans le fait que nous avons non seulement voulu orienter notre étude sur une association féminine mais de trouver une zone de production de vivriers qui abritent autant de coopératives de femmes. En effet, le discours officiel des gouvernements prône la responsabilisation des communautés de base, l'adaptation aux spécificités locales et à la concertation entre les acteurs locaux du monde paysan à partir des coopératives. La reconnaissance des groupements villageois comme structure sociale et politique du monde rural a permis pour la localité enquêtée de mesurer le degré de leur fonctionnement et gestion. Au total, l'enquête a porté sur 25 acteurs entre autres le chef du village et un notable, le chef d'exploitation de la station du CNRA, la Présidente et la Secrétaire de l'association « *Espoir* », et 20 membres de l'association. La constitution de l'échantillon qui a pris en compte les 20 membres du groupement coopératif « *Espoir* » a obéi à la démarche dite « traditionnelle », caractéristique des échantillonnages probabilistes. En effet, les enquêtes réalisées ont été menées sur la base des ménages. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat effectué en 1998 par l'Institut National de la Statistique (INS, RGPH-98) le village du CNRA enregistrait 197 ménages. Nous avons envisagé interroger 10% de ces ménages. Ce qui revient au total à environ vingt (20) femmes enquêtées. Ce taux d'échantillonnage de 10% est conventionnellement admis dans les études en Sciences Sociales (Ghiglione & Matalon, 1998 ; Lamoureux, 2000 ; Beaud, 2010). Quant aux cinq (5) autres acteurs, la démarche dite « raisonnée », caractéristique des méthodes non probabilistes a permis de les choisir de façon numérique selon le « principe de saturation ». Ce nombre correspond à la taille minimale satisfaisante en ce sens qu'il a permis de répondre aux objectifs fixés par l'étude (Glaser & Strauss, 1967) et par la suite de savoir que les données recueillies qui apparaissaient au bout d'un certain temps dans la recherche qualitative n'étaient plus nouvelles (Mucchielli, 1991).

Ainsi, le choix des membres du bureau se justifie par le fait que ce sont ces femmes qui gèrent au quotidien l'association. Elles sont les coordonnatrices, les principales animatrices capables de fournir les informations utiles sur le fonctionnement, la gestion en somme sur les conditions sociales de l'association de



développement. Quant aux autres femmes de l'association elles représentent la cheville ouvrière, l'épine dorsale sur lesquelles repose la conduite de l'association. Au sein de ce groupement, les membres représentent celles qui mettent à exécution les tâches requises pour la survie de l'organisation. Le choix porté sur le chef de la station du CNRA est dû au fait qu'il est le tout premier responsable de la station et incarne toute autorité à la fois dans la station et dans le village. Il a été un acteur utile pour cette étude en ce sens qu'il a été choisi par les femmes comme un conseiller et est le plus souvent associé aux festivités annuelles de la coopérative. Avec un tel statut au sein de ces femmes, le chef de la station connaît plus ou moins les faiblesses de cette organisation féminine. Enfin, le choix porté sur les autorités coutumières villageoises se résume au fait qu'elles représentent les personnes ressources du village. Elles incarnent l'autorité du village au point où leur connaissance sur les fondements de base de la société de ce village n'est pas à ignorer. Leur choix a été déterminant d'abord par le fait qu'elles interviennent dans le règlement des conflits lorsqu'il y a violence physique et langagière entre coopératrices. Ces règlements de conflits sont des moyens pour ces chefs coutumiers de découvrir les insuffisances de ce groupement de femmes. Ces autorités coutumières sont aussi associées aux festivités de fin d'année des femmes. Tous ces moyens de rapprochement leur ont permis de connaître les faiblesses structurelles de ce groupement.

1.2 Matériels et procédures de collectes des données

La collecte des informations s'est fait à partir de guides d'entretien soutenu par un questionnaire. L'usage des guides d'entretien s'explique par le fait qu'en matière de recherche qualitative, les guides constituent le principal outil de collecte des données. En ce sens, les entretiens semi-directifs ou semi-dirigés à l'endroit de nos enquêtés justifient pour l'enquêté le lieu d'expression en toute liberté, sans toutefois craindre d'être contredite et a le sentiment de dire la vérité et d'être prise au sérieux parce que sollicité pour donner son avis. Les thématiques abordées par ces guides d'entretien ont concerné l'historique de la création de l'association féminine « *Espoir* », l'organisation et le fonctionnement de ce groupement, les activités et les contraintes de l'association, les rapports entre le bureau exécutif et membres du groupement. L'enquête par questionnaire a consisté à poser par écrit aux enquêtés des questions relatives sur la vie de leur association. Ce type d'instrument a permis de saisir les opinions, les attentes et le niveau de connaissances ou de conscience du phénomène étudié et de dégager les caractéristiques sociodémographiques (la situation matrimoniale, le niveau d'instruction) des membres de l'organisation. Qu'il s'agisse des guides d'entretien ou des questionnaires administrés aux enquêtés, le dépouillement manuel des données nous a semblé bénéfique. Au niveau des guides d'entretien, ce type de dépouillement des données est utile dans la mesure où cette étude s'inscrit dans une approche qualitative nécessite une analyse de contenu. Quant aux questionnaires, le dépouillement manuel a permis d'obtenir le calcul des fréquences exploitées au niveau des résultats de cette étude.

Les méthodes d'analyse des données retenues ont permis de clarifier la présente étude. Il s'agit d'une part de la méthode dialectique ou la recherche de contradictions et d'autre part de la méthode compréhensive. La première nous a permis de rechercher les incohérences des choses, les oppositions, les ambivalences qui constituent souvent l'essence de la réalité. Elle essaie de construire le lien entre les éléments contradictoires et d'unir ce qui paraissait incompréhensible et privilégie l'analyse des rapports sociaux sous différents angles tout en cherchant à déconstruire ces angles les uns par rapport aux autres sous l'éclairage de leurs contradictions. Au regard de cet éclairage, la méthode dialectique a permis de mettre en évidence les différents rapports entre les membres du bureau et les autres membres de l'association, le rôle joué par les dirigeantes de l'association sur les autres femmes de l'association et les comportements contradictoires développés par les adhérents face aux activités de l'association. Avec la seconde méthode, il s'est agi de comprendre les raisons ou les motivations d'une action pour en expliquer l'origine et déroulement des effets. Ainsi la méthode compréhensive dans l'intérêt de cette recherche a permis d'abord de comprendre le sens accordé à la notion d'association, d'organisation en milieu rural ensuite de saisir l'intérêt et les relations que les femmes entretiennent autour de leur association afin d'expliquer la démotivation des femmes de l'association.

2. Résultats

Deux principaux résultats ont été obtenus : 1) les conditions de mise en place et perception de la coopérative féminine « *Espoir* » par ses membres ; 2) les fondements de la faible participation des membres aux activités socio-économiques de l'association.



2.1 Conditions de mise en place et perception de la coopérative féminine « *Espoir* » par ses membres

2.1.1 La mise en place de la coopérative « *Espoir* »

L'idée de la création de l'association « *Espoir* » remonte depuis les années 2006. Cette structure qui regroupe les femmes du village du CNRA a été mise en place suite à des faits historiques. En effet, il faut dire qu'avant la naissance de l'association « *Espoir* », le village du CNRA abritait déjà une première association de femmes. Cette première structure dénommée « *Benkadi* »¹ regroupait en son sein toutes les femmes originaires du Nord de la Côte d'Ivoire. Exclusivement cette coopérative était le cadre de femmes sénoufo et Koyaka. Cette première forme d'association ne répondant pas aux principes modernes et démocratiques des organisations paysannes qui suggèrent une adhésion volontaire a laissé place à une association désormais ouverte à tous. Pour actualiser la coopérative, la Présidente de « *Benkadi* » a lancé un appel à toutes les femmes du village faisant partie de la première association féminine ou non. Les femmes du village au départ se sentant marginalisées retrouvent le sourire car elles se sont intégrées désormais dans cette coopérative de producteurs de vivriers notamment le riz, le maïs. Pour relater les faits qui ont précédés la nouvelle association, *A.S., Secrétaire de la coopérative « Espoir »* affirme ceci :

« C'est Benkadi qui a donné l'association Espoir. Au début c'était un groupe de femmes Senoufo seulement qui étaient dedans même la présidente. Elle a vu que ce n'était pas bon parce que les autres femmes du village étaient là donc elle a lancé des appels pour que les autres femmes viennent aussi dans l'association. Comme tout le monde était dedans maintenant elle a changé le nom. Et c'est ça qui est devenu Espoir ».

Selon les faits, la coopérative était détenue aux mains des femmes du Nord. La première coopérative de production était leur propriété. Les autres femmes qui ont adhéré à la nouvelle association, sont influencées par les activités de production de « *Benkadi* » qui suit son cours dans la production et dans son fonctionnement. Au regard donc du contexte de création de l'association féminine « *Espoir* », il faut retenir qu'elle est constituée implicitement de deux catégories d'actrices : celles qu'on pourrait appeler « *autochtones* » qui sont les femmes issues de la première coopérative et les « *étrangères* » qui représentent les femmes qui ont intégré l'association. Cette catégorisation à moins d'être une hiérarchisation d'acteur au sein de la même coopérative constitue pour les unes une position de force surtout les premières et confère aux autres un statut d'infériorité. Ceci est alors la traduction des inégalités et des disparités entre ces membres. On assiste de façon latente à une phase de contestation, de rivalité entre ces deux groupes d'individus.

2.1.2 La perception de l'association féminine « *Espoir* » par ses membres

Dans une coopérative agricole, des activités sont développées pour la commercialisation des produits. Ces diverses ventes constituent des capitaux pour les membres de cette organisation qui sont censés l'utiliser pour la réalisation de projets communs ou toute œuvre en rapport avec les besoins des membres. Dans cette perspective, l'association « *Espoir* » du CNRA dans ses activités de production et de commercialisation a enregistré une marge financière ce qui lui a permis de poser certaines actions concrètes pour le village et pour les femmes de cette localité. Pour arriver à cerner la perception que les membres de cette association féminine ont au sujet de leurs besoins et des actions posées, nous avons enregistré les tendances suivantes : 15% des femmes ont soutenu que les actions posées par leur association répondent à leurs besoins, 50% des femmes ont déclaré ne pas être satisfaites des prestations de leur association et 35% sont à moitié satisfaites de la réalisation de leurs besoins. Ces deux fortes tendances dont la somme remonte à 85% traduisent que ce mouvement coopératif de femmes ne prend pas en compte toutes les activités qui pourraient intéresser les femmes. Pour montrer leur insatisfaction face aux activités de cette association, *N.S., membre de l'Association « Espoir »* révèle ceci :

« Quand on fait des propositions aux membres du bureau, elles ne veulent pas nous écouter. C'est ce qu'elles disent là qu'elles veulent qu'on fasse. A plusieurs reprises on a parlé mais rien ne change ».

L'analyse de ces données traduit des incohérences au niveau des actions de cette organisation paysanne. Elles traduisent implicitement que cette organisation ne prend pas en compte toutes les activités qui peuvent intéresser ses membres. Certains besoins donc fondamentaux échappent au contrôle de l'association « *Espoir* ». De ce point de vue, l'association se présente comme un instrument en déphasage avec les besoins des femmes. Cette situation fait que les actions de cette institution rurale sont décriées par la majorité de ces membres. Cependant, force est de constater aussi que des actions à portée positive ont été

¹ « *Benkadi* », expression en langue locale malinké signifie littéralement ici est intéressant.



menées dans le cadre de cette coopérative pour les membres et pour le village. En effet, la coopérative dans son champ d'action à engager une lutte farouche dans les locaux du Centre National et de Recherche Agronomique (structure étatique au sein de laquelle travaillent leurs époux) pour l'alimentation du village en électricité. A.S., Secrétaire du bureau exécutif de l'Association « Espoir » ajoute ceci:

« Si c'est courant là, c'est grâce à nous les femmes de l'association que c'est venu. Toutes les femmes de l'association on s'est soulevée pour aller trois fois dans les bureaux des patrons du CNRA pour leur dire que nous les femmes on abesoins de courant dans le village. Au cours des accouchements par exemple c'est torche qu'on utilise. Les patrons nous ont promis et c'est devenu une réalité ».

Pour pouvoir obtenir gain de cause, ces femmes n'ont pas tardé à montrer leur mécontentement devant l'administration du Centre National de Recherche Agronomique et empêchant leurs maris d'aller au travail. Cette revendication des femmes a porté du fruit en raison de l'électrification du village tout entier. Les retombées des revendications de ces femmes ont permis à chaque ménage de cette localité de disposer d'une électricité gratuite car le coût de cette électricité est amorti par le CNRA. En dehors de cette action principale, l'association à mener des actions en vue d'une cohésion sociale dans le village. Les femmes du groupement « Espoir » pour se recréer ont initié des cérémonies festives. A chaque mois de juin, les membres de ce groupement fêtent la célébration de la fête des mères. Au cours de ces moments de gaieté, les femmes de l'association sont célébrées. Elles bénéficient chacune d'un présent et partagent des repas en commun dans un esprit de convivialité. Ces manifestations sont un cadre de retrouvailles pour une cohabitation harmonieuse comme en témoignent les propos de Y.F., membre de l'Association « Espoir » qui s'exprime en ces termes :

« L'association c'est pour mieux se connaître, s'approcher des autres parce qu'on se soutient mutuellement à cause de la caisse des femmes ; c'est main dans la main que ce qu'on veut faire va réussir ».

Au niveau économique, les membres de l'association bénéficient d'une assistance financière en cas d'événements heureux ou malheureux tels que les mariages, les accouchements, les cas de maladies et de décès, etc. Les entretiens réalisés au sein de cette association ont révélé que les actions menées par l'association « Espoir » ne tiennent pas compte de la majorité des besoins de ses membres. Cette population féminine a fondamentalement d'autres types de besoins que l'association doit intégrer dans son mode de fonctionnement. A cet effet, plusieurs recommandations ont été faites par les femmes de la coopérative au sujet d'autres besoins qu'elles souhaitent initier au sein du village. C'est la raison pour laquelle la quasi-totalité de nos enquêtées (85%) veulent voir naître de nouvelles activités au sein de leur association. Elles ont le souci d'étendre leur champ d'action pour la valorisation de leurs activités économique et facilité le transport de leurs provisions vers la ville de Divo. Pour preuves, voici les propos de quelques membres de l'association « Espoir » concernant les nouveaux besoins exprimés. Le premier propos à l'actif de G.M., membre de l'Association « Espoir » dit ceci :

« Nous voulons que le marché soit aménagé, que le village soit propre ».

K.A.R., un autre membre de l'Association « Espoir » ajoute en ces termes:

« Ici on a problème de déplacement. Nous on souffre de l'absence de voiture. Ici à Divo on nous prend 800 francs. C'est cher et route là aussi est gâtée. Aujourd'hui, les lampadaires ne s'allument plus. C'est seulement les ampoules des chambres qui s'allument. On veut aussi que le CNRA augmente nos journées de travail ».

Le dernier propos à l'actif de C.A., membre de l'Association « Espoir » à souligner les besoins des membres de l'association en ces termes :

« On veut une augmentation au niveau du travail. On veut un coin pour les réunions parce qu'ici les réunions c'est dans le maquis du village qu'on les fait. On cotise de janvier jusqu'à juin pour fêter seulement ».

A l'observation, les femmes de l'association « Espoir » expriment plusieurs préoccupations que leur association ne fait pas cas. Elles ont le souci de la construction d'un marché pour le village, de disposer d'un local approprié pour les réunions des femmes. Elles entendent solliciter des négociations auprès des responsables du CNRA pour une augmentation des journées de travail qui leur permettra une augmentation du salaire. En effet, les membres de l'association « Espoir » effectuent des prestations de service dans les plantations du CNRA. Les activités auxquelles elles font face concernent l'arrosage des pépinières, la



pollinisation² des fleurs de cacao et café, le ramassage des cabosses de cacao et le désherbage dans les exploitations de ce centre de recherche agronomique. L'ensemble de ces activités exercées dans les exploitations agricoles du CNRA permettent une rémunération mensuelle des membres de l'association qui y prennent part. Tous ces efforts ont pour but de faciliter le fonctionnement de l'association afin de se doter d'un véhicule pour assurer le transport de produits vivriers de l'association « *Espoir* » et des élèves (collégiens et lycéens) du village vers la ville de Divo. Tels sont les points de vue qui retracent les nouveaux besoins tant exprimés et qui sont la conséquence de l'inadéquation des activités et les besoins des femmes.

2.2 Fondements de la faible participation des membres aux activités socio-économiques de l'association

Dans cette partie, il est question de faire ressortir les logiques qui expliquent la démotivation des femmes de l'association « *Espoir* » face à leur organisation. L'analyse de cette partie s'est construite autour des relations que les membres entretiennent entre elles. Si dans une société quelconque donnée les hommes entretiennent des rapports conflictuels, il y aura une certaine désorganisation et une nouvelle réorganisation au sein de cette société et un climat de méfiance, de défiance et de suspicion ne sera pas à exclure. Dans le cas contraire c'est-à-dire que si ces hommes entretiennent entre eux des rapports harmonieux et conviviaux alors cette coexistence pacifique va déterminer la nature de leur existence. Le dépouillement des données³ concernant la répartition des enquêtés selon la nature des rapports entre les membres de cette organisation et les membres du bureau exécutif a donné les résultats suivants : 20% des femmes membres ont affirmé avoir de bon rapport avec les membres de leur bureau exécutif et 80% des membres ont déclaré qu'elles ont un mauvais rapport avec les membres de leur bureau exécutif. A partir de ces statistiques issues du dépouillement, il découle que les rapports entre membres et bureau exécutif sont des rapports à fondement non consensuel. Les sondages ci-dessus montrent que trois (3) personnes sur quatre (4) soit environ 80% des membres de l'association n'ont pas une collaboration harmonieuse avec leurs dirigeantes. Il est donc évident que les membres de l'association ayant de telles relations agissent négativement sur la vie associative. Ces rapports de force ont consisté à fragiliser la participation de ces femmes aux activités de l'association.

2.2.1 La constitution du bureau, une non-représentativité

La coopérative « *Espoir* » est composée de membres et de son bureau exécutif. Cette coopérative est mal vue par certaines femmes de l'association. Le choix des dirigeantes de l'association constitue un problème, ce qui est souvent à l'origine des mésententes entre les femmes. En effet, la formation du bureau n'a pas été l'objet d'un consensus. Le bureau de la coopérative s'est constitué sur des critères de simple choix sans tenir compte des compétences des femmes. Mais sa constitution s'est faite sur la base d'affinité. La constitution du bureau a consisté à maintenir certaines femmes plus proches de la Présidente. Le choix de la Présidente de l'association a été faite et imposé par le premier responsable, chef d'exploitation de la station du Centre National de Recherche Agronomique aux femmes du village. Pour confirmer la manière dont le bureau des femmes de l'association « *Espoir* » a été formé *K.Y.A., membre de l'Association « Espoir »* confie ceci :

« On devait voter quand la première Présidente est partie. Mais cdex dit qu'il n'y aura pas vote et que c'est madame A.P.E qu'il va mettre. Ici ils imposent les choses aux gens. Ici là tu veux ou tu ne veux pas tu vas accepter comme c'est eux qui sont devant donc on était obligé d'accepter. Sinon quand la première présidente est venue, elle a appelé d'abord les femmes senoufo. Après quand elle a vu que si elle fait ça, ce n'est pas bon, elle a sensibilisé tout le monde donc les étrangères là quelques-unes se sont mis dedans. Elle a sensibilisé aussi les ivoiriens, les Baoulé, les Bété, les Dida tout le monde. Donc depuis que ce club-là est là, c'est comme s'il y a deux associations dans la même marmite. C'est pourquoi je dis qu'il n'y a pas association ».

A l'observation, le bureau et sa présidente ont été imposés aux membres de la coopérative sans prioriser les élections ni moins bénéficiés de leur consentement. En effet, le « cdex » dont parle notre enquêtée est le Chef d'exploitation du CNRA. Hormis les femmes fonctionnaires du village du CNRA, les autres membres sont des prestataires de service au sein du CNRA en dehors des activités de la coopérative. Du lundi au samedi celles-ci sont soit à la pépinière pour l'arrosage de plants et pour le ramassage des cabosses de cacao soit pour le désherbage léger ou toute autre activité proposée par les services du CNRA. Ces femmes n'osent pas manifester directement leur mécontentement à l'issue de la formation du bureau exécutif de la coopérative car selon *N.G., membre de l'Association « Espoir »*:

²Processus par lequel le pollen est transporté des anthères jusqu'aux stigmates. Il s'agit d'une pollinisation directe (le grain de pollen est déposé sur un ovule appartenant à la même fleur en vue d'une fécondation) et d'une pollinisation indirecte ou croisée (le pollen est déposé sur un ovule appartenant à une fleur différente, d'une même plante ou d'une autre plante).

³Ces pourcentages ont été obtenus à l'issue du dépouillement du questionnaire soumis à cette étude.



« Elles ont peur de perdre leur travail suite à une dénonciation. On accepte tout selon nous ».

Selon les dires de cette enquêtée, toute dénonciation et revendication à propos de la formation du bureau engendrerait la perte de leur de travail. Au risque de perdre leur emploi au sein du CNRA dont elles bénéficient, Les membres de l'association n'osent pas exprimer leur mécontentement de manière visible.

2.2.2 La naissance de conflits dans le mode de gestion financière

La gestion des ressources financière fait l'objet d'insatisfaction de la part des membres de la coopérative qui n'osent pas exprimer de vive voix. La gestion financière a été l'un des grands regrets des membres de la coopérative. Elles jugent cette gestion des ressources anormales et frauduleuses. Dans le but de montrer l'insatisfaction des membres face à la gestion des finances de la coopérative, nous avons recueilli les propos de certaines femmes membres de la coopérative. T.Y., membre de la coopérative « Espoir » s'exprime en ces termes :

« Ici on nous fait pas de compte. C'est le désordre. On doit s'asseoir pour voir ce que toutes les femmes ont donné, ce que les chefs ont donné. Mais ici ça ne se fait pas ».

Dans le même ordre d'idée, un autre témoignage venant de G.A.M., membre de la coopérative « Espoir » révèle :

« Elles ne font pas les points des cotisations. Elles donnent des crédits à plusieurs personnes. On ne sait pas ce qu'il y a dans la caisse. C'est ce qui fait que l'association est cassée. Quand il y a réunions et comme les membres ne viennent pas, on est obligé de verser la nourriture ».

G.B., un autre membre de la coopérative « Espoir » révèle sur un ton de colère ceci :

« Il y a trop eu de fausses déclaration dans les comptes. Au cours d'une fête le Directeur du CNRA a donné 300.000 francs mais les femmes ont déclaré 50.000 francs. Ça fait qu'il y a eu des palabres ».

En tenant compte des différents propos, nous pouvons déduire que l'une des formes de discorde au sein de l'association est la gestion souterraine des fonds. Cette situation est perçue par les femmes comme un non-respect et une injure à l'endroit des membres. A côté de ces mécontentements se dressent des conflits et des mésententes entre membres. L'analyse du contenu des différents propos montre aussi que les gestionnaires de cette association tentent de dominer et d'assujettir le champ de leur rapport à partir des relations de statuts et de leur pouvoir politique. Enfin, ces propos traduisent des détournements de fonds au sein de la coopérative. Dans ces conditions peu reluisantes pour les membres de la coopérative, la vie associative est désormais caractérisée par la suspicion et la méfiance au sein de la coopérative. Ce type de relation entre les membres et le bureau a favorisé les conflits d'ordre structurel, relationnel et des conflits d'intérêt au sein de l'association qui ont consisté ainsi à nuire aux actions de développement engagées pour le village.

2.2.3 De la crise post-électorale à la phase de rupture

A l'origine de la création de l'association « Espoir », il a été déjà souligné précédemment qu'elle a été d'abord un regroupement de femmes nordiste composées de Sénoufo et de Koyaka. Les autres membres se sont associées à ces premières femmes pour que le regroupement de femmes Sénoufo et Koyaka change de statut et devienne un regroupement de femmes volontaires et ouvert à tous. Les rapports entre membres de l'association se sont plus en plus dégradés avec la crise post-électorale qui a secoué la Côte d'Ivoire au lendemain des élections présidentielles de 2010. Les populations de la partie Nord de la Côte d'Ivoire se sentant marginalisées au niveau économique et surtout au niveau politique reprochent par le moyen de petites crises aux dirigeants de privilégier la partie Sud du pays dominée en majorité par le groupe Akan. Cette manière d'aborder les choses dénote la question d'intégration des populations nordistes à l'ensemble de la société ivoirienne. En effet, la partie Nord de la Côte d'Ivoire est marquée par une absence de grandes infrastructures socio-économiques susceptibles d'amorcer le développement social et économique de ces régions. Sur le plan politique, depuis les indépendances en 1960 jusqu'en 2010 le pouvoir politique est détenu par deux partis politiques. Du président Félix Houphouët-Boigny à Henri Konan Bédié, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) a gouverné le pays de 1960 à 1999 soit trente-neuf (39) ans de conservation du pouvoir politique. Avec le coup d'Etat du 24 décembre 1999 mené par le Général Guéi Robert, le PDCI perd le pouvoir avant les élections présidentielles de l'an 2000. Ces élections qui ont marquées la naissance de la deuxième République avec Gbagbo Laurent issu du Front populaire Ivoirien (FPI) ont accentué les crises. Au nombre de ces crises, nous retenons le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002 organisé depuis la ville de Bouaké par les forces de la rébellion et celui de 2004 qui ont divisé le pays en deux blocs antagonistes : la partie Nord du pays désormais dirigée par les mouvements de la rébellion avec les parties politiques comme le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) et ses branches armées, et la partie Sud pilotée par les forces gouvernementales. Des tables de négociation au niveau national et



international en vue d'un retour à la paix vont se succéder entre autres Marcoussis, Accra I et II, Lomé, Ouagadougou etc. Les partis politiques ivoiriens tentent de s'accorder sur le retour à la paix⁴ mais des crises à succession se sont suivies jusqu'aux élections présidentielles de 2010 déclarant Alassane Ouattara vainqueur. Considérées par certains comme une crise à caractère identitaire (ethnique et/ou tribale), et pour d'autres comme une crise à portée ethno-religieuse ou même régionaliste, la prise du pouvoir par le Rassemblement des Républicains (RDR) en dit autant. Ces différentes conceptions sur la réalité sociale et politique en Côte d'Ivoire ont plus favorisé non seulement l'effritement des partis politiques mais aussi accentué la fracture sociale entre fils et filles de la Côte d'Ivoire. Parallèlement, des pensées à but politique vont aussi impacter les femmes de la coopérative « *Espoir* » dans le village du Centre National de Recherche Agronomique et par conséquent perturber le fonctionnement de l'association. Par ailleurs, la composition de l'association « *Espoir* » structurée autour de deux groupements de femmes s'est très tôt muée en un champ politique. L'association s'adonne dorénavant à des jeux politiques, perdant de vue ses objectifs qu'elle s'est fixée. Certaines se réclament du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) qui est la coalition de partis politiques au pouvoir depuis 2010 et d'autres moins bruyantes se positionnent comme membres du FPI, parti à statut d'opposant. Ce jeu politique au sein de l'association des femmes a souvent créé un climat de méfiance entre les femmes car une partie d'entre elles voient en la gestion de la coopérative un parti politique. De telles réalités ont contribué à fragiliser les relations entre membres suscitant ainsi frustration, haine et mépris. C'est dans ce contexte que A.S., Secrétaire de la coopérative conclut que « *La politique a divisé les femmes de l'association* ».

3. Discussion

Un tour d'horizon sur la littérature antérieure à propos de la faible implication des femmes au sein de structures de développement ne fait pas défaut. Pour ces auteurs, Goual, Beguy, Bambe, Bonneval (2001), les facteurs qui en justifient ce fait se résument sur trois ordres. D'abord au niveau social, quatre facteurs de ce problème de blocage sont relevés par Goual (2010). Le facteur d'indisponibilité est justifié par le fait que les femmes passent près de 20 heures de temps à travailler (cuisine, ménage, enfants, soins des plus âgés). Ensuite les pesanteurs socio-culturelles entravent la prise de responsabilité étant donné que les hommes acceptent mal l'émancipation des femmes. La traduction est pour le maintien de la femme au foyer. L'analphabétisme et le manque d'information constituent une contrainte à l'accès des femmes au leadership car leur accès insuffisant à l'éducation est un frein à leur prise de responsabilité dans les organisations paysannes. Il faut retenir avec Nagel (1987) et Droy (1990) des contraintes telles que la faible défense de leurs intérêts, le mauvais état de santé des femmes, la pénurie des terres arabes et une formation insuffisante. Des facteurs économiques sont compris aussi comme des facteurs de blocage. L'épineux problème du difficile accès au crédit demeure car les banques sont méfiantes et les conditions d'octroi de crédits sont difficiles. A cela s'ajoutent les problèmes de crédits et d'organisation des marchés. Bonneval (1992) accuse au niveau politique les Etats africains de se désengager du monde rural car ils devraient le plus souvent donner les moyens aux associations de prendre en charge leurs problèmes. Au regard de ce qui précède, il est important de retenir que les résultats de notre recherche diffèrent en plusieurs points sur les écrits des auteurs qui ont abordé la question de la participation et de l'implication des femmes aux organisations paysannes. Nos recherches ont relevées aux contraires que la faible implication des femmes au sein de leur association n'est pas liée au fait qu'elle ne dispose pas de temps nécessaire. Elles perçoivent les activités de leur groupement comme étant en inadéquation avec leurs attentes. C'est cette situation qui leur permet de réorienter leurs actions vers d'autres activités génératrices de revenu en dehors de leur association. Aussi, la faible implication n'est pas due à l'analphabétisme à partir du moment où nos enquêtes sur le niveau d'instruction ont montré que 30% de femmes de l'association « *Espoir* » sont non scolarisées, 45% des femmes ont fait l'école primaire, 15% pour le secondaire et 10% pour le supérieur. Au total, il y a 70% des femmes de la coopérative qui ont bénéficié d'une instruction scolaire. Les barrières socio-culturelles ne sauraient également justifier la démotivation des femmes du CNRA étant donné que ces femmes exercent en toute tranquillité des activités qui leur confèrent une rémunération mensuelle au Centre National de Recherche Agronomique. Par conséquent, la théorie qui stipule que leur place est le foyer est injustifiée dans le cadre de cette étude. L'évolution de la société ivoirienne essentiellement au niveau politique a marqué un effritement au niveau relationnel entre membres dudit groupement que les ouvrages antérieurs ne soulignent pas également. Cet article vient donc mettre à nu les différents aspects du problème mais de manière plus

⁴Cabinet du Premier Ministre, juillet 2003 : Accords de Linas Marcoussis, Communiqué final, Table ronde d'Accra.



détaillé et adaptée au contexte spécifique de l'étude. Au-delà des considérations de l'ensemble des connaissances antérieures, cet article actualise certaines informations telles que les résultats le démontrent.

Conclusion

La rédaction de cet article nous a permis de répondre à la question de la faible implication des femmes aux activités de leur coopérative. Les résultats de nos enquêtes ont permis de comprendre que la faible implication des membres de la coopérative agricole « *Espoir* » est due d'une part aux conditions de création de cette coopérative et à la constitution du bureau exécutif qui ne répond pas aux principes démocratiques d'une organisation moderne. D'autre part, la redistribution inégale des ressources financières au sein des femmes de la coopérative et la crise post-électorale de 2010 ont accentué la fracture sociale de cette association paysanne. Aussi, nous retenons dans cette étude que les actions posées par ces femmes ne répondent pas toutes aux besoins socio-économiques des membres de la coopérative. Ce qui a participé à l'effritement de ce groupement de femmes à caractère lucratif. L'ensemble de tous ces facteurs énumérés méritent d'attirer une attention particulière des acteurs des organisations du milieu rural à davantage s'investir pour la transparence de ces organisations. Aux autorités politiques, nous voulons attirer leur niveau de conscience sur les comportements à risques qui désorganisent en général la société et en particulier sur les populations qui recherchent un épanouissement social, économique et culturel au sein de ces organisations paysannes.

BIBLIOGRAPHIQUES

- Achancho, Valentine (2012). *Le rôle des organisations paysannes dans la professionnalisation de l'agriculture en Afrique subsaharienne: le cas du Cameroun*. Paris : Tech.
- Akrou, Jean-Baptiste (2003). *l'Année Noire*. Abidjan, Fraternité Matin, n°11659.
- Banque, Mondiale (1989). *Afrique sub-saharienne : De la crise à la croissance*, Washington, DONC.
- Beaud, Jean-Pierre (2010). *L'échantillonnage*, 5ème éd, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Bonneval, Patrice (1992). « Associations paysannes : ça marche mieux quand les femmes s'en occupent. Nous ne sommes pas là pour nous substituer à l'Etat », SYFIA, n°43.
- Cabinet du Premier Ministre (2003). *Accords de Linas Marcoussis : Communiqué final*, Table ronde d'Accra, 48 p.
- Droy, Isabelle (1990). *Femmes et développement rural*, Paris, Karthala, 182p.
- Ela, Jean-Marc (1994). *Afrique, l'irruption des pauvres*, Paris, L'Harmattan.
- Ghiglione, Rodolphe & Matalon, Benjamin (1998)., *Les enquêtes sociologiques : théories et pratiques*. Paris: Armand Colin.
- Glaser, Barney G. & Strauss, Anselm L. (1967). *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago: Aldine.
- Goual, Nanassoum; BEGUY Ramadji A. & Bambe, Naygotimti (2001). *Mouvement associatif féminin. La longue marche des femmes. Tchad et culture*, n°196, p.11-18.
- Goual, Nanassoum, Beguy, Ramadji A., & Bambe Naygotimti (2010). *Quelle place pour les femmes dans le leadership des OP ?*, *Grain de sel*, n°50.
- Jacob, Jean-Pierre (1994). *Gouvernance, imputation, redondance. Réflexions sur la multiplicité des organisations paysannes in Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques* : Paris : Karthala/APAD/IUED.
- Lamoureux, Andrée (2000). *Recherche et méthodologie en sciences humaines*. 2ème éd, Beauchemin, Québec, Chenelière éducation.
- Mercoiret, Marie-Rose (2006). *Les organisations paysannes et les politiques agricoles. Afrique contemporaine*, vol 1, n° 217.
- Mucchielli, Alex (1991). *Les méthodes qualitatives*. Paris: PUF.
- Nagel, Inga (1987). *La femme au Cameroun et sa participation au développement du pays: une étude sur la promotion féminine*. Yaoundé, 214p.